

**L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général):** Madame le Président, je puis certes confirmer que je n'ai pas lu les documents Taschereau. J'ignore ce qu'ils contiennent.

**M. Cossitt:** Avez-vous demandé à les lire?

**M. Kaplan:** Je n'ai pas demandé à en prendre connaissance. J'ai décrit comment nous avons procédé pour décider s'il était dans l'intérêt public de les publier plus tôt qu'à la date prévue il y a six ou sept ans.

**M. Cossitt:** Et Ralph Branscombe?

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE

#### LES INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER DES MULTINATIONALES CANADIENNES

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre des Finances. Quelles mesures le ministre des Finances et le gouvernement ont-ils l'intention de prendre, au nom du million et plus de chômeurs canadiens, pour mettre au pas les sociétés multinationales qui se servent de leurs profits canadiens pour ouvrir des filiales à l'étranger, créant ainsi plus d'emplois à l'étranger qu'ici?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, lorsque j'aurai une nouvelle politique à annoncer sur ce sujet assez vaste, j'en informerai la Chambre.

**M. Deans:** Madame le Président, j'ai une question supplémentaire. Le ministre juge-t-il acceptable que sur les 52 multinationales sous contrôle canadien qui ont fait l'objet d'une étude, 26 de celles qui sont établies en Ontario n'ont pas créé un seul nouvel emploi en Ontario, alors que le taux de croissance de l'emploi est de 7.8 p. 100 dans leurs filiales étrangères; que 15 multinationales établies au Québec ont accusé une diminution nette de 1.5 p. 100 de leur main-d'œuvre, alors que leur taux de croissance en matière d'emploi a été de 18.4 p. 100 à l'étranger; que toutes les multinationales installées au Canada ont accru sensiblement le nombre d'emplois dans leurs opérations étrangères, tandis que des Canadiens sont inactifs et se cherchent du travail?

**Une voix:** C'est la faute du gouvernement.

**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. MacEachen:** Madame le Président, je ferai remarquer au député que j'ai déjà entendu des discours semblables à l'étranger au sujet d'investissements faits au Canada.

### Questions orales

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### L'AFRIQUE DU SUD—LES CONSÉQUENCES DE LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan):** Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle a trait à une récente déclaration du président des États-Unis au sujet de l'Afrique du Sud et à la réaction d'autres pays africains, notamment aux Nations-Unies, aux visites de généraux d'Afrique du Sud aux États-Unis.

Le ministre expliquera-t-il qu'en tentant de s'insinuer dans les bonnes grâces d'un gouvernement qui applique des politiques raciales comme celles de l'Afrique du Sud, on ne peut qu'affaiblir les relations entre les autres pays industriels et l'Afrique du Sud? Cette façon d'agir peut être destructive, car elle facilitera l'infiltration du communisme.

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, il est juste, je crois, de dire que la position du gouvernement américain envers l'Afrique du Sud en ce moment est ambiguë. Durant notre entretien, la semaine dernière, nous avons exposé nettement notre point de vue au gouvernement américain. Tout particulièrement en ce qui concerne la Namibie, nous avons dit catégoriquement que l'Afrique du Sud n'est pas autorisée à occuper ce pays, comme elle le fait, par le droit international.

\* \* \*

### LE LOGEMENT

#### L'AFFECTATION DE CRÉDITS POUR LES LOGEMENTS RÉSERVÉS AUX HANDICAPÉS

**Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics, de qui relève le logement. Je pense qu'il a rencontré récemment les représentants des associations canadiennes de handicapés. Je me réjouis de ce qu'il a convenu, semble-t-il, d'augmenter le nombre des logements prévus pour les handicapés à Vancouver, qui est actuellement de 50. Peut-il confirmer qu'il a augmenté le nombre des logements réservés aux handicapés à Vancouver et autres agglomérations, à l'occasion de l'Année internationale des handicapés?

● (1450)

**L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics):** Madame le Président, au cours de la conférence nationale du logement, qui réunissait tous les secteurs, j'ai pu entendre mes représentants des associations de handicapés du Canada, le regroupement des associations de handicapés. Nous avons alors fait savoir que les programmes appliqués par le gouvernement au titre de l'article 56(1) de la loi ont été révisés en fonction de la demande croissante à l'intention des usagers de ces logements sociaux désignés.